

Objet :
Actualisation du régime
des astreintes et
permanences
ANNULE ET
REMPLACE la
délibération 619 du
CM du 12/12/2024

EXTRAIT**Du registre des délibérations du Conseil Municipal**
Séance ordinaire du 24 Avril 2025.

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 17 Avril 2025.

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEHIER Philippe, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, HUFFORD Virginie, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, N'DIAYE Betty, PALMISTE Logan, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel, YEDDOU Leïla. (23 membres).

Ont donné procuration : DENEUBOURG Sandrine (à DURIEUX Jean), DESSE Janique (à CARPENTIER François), DESSE Perrine (à POL Maxime), DURSANT Sébastien (à LEROY Brigitte à partir de la délibération n°692), LAGRENE Laurent (à GEORGES Hugo), OUMHETA Bilel (à DENYS Agnès). (6 membres).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte

et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'avis du Comité Social Territorial réuni en date du jeudi 13 mars 2025,

CONSIDERANT ce qui suit :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte,

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique. Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Il est proposé au Conseil Municipal de définir un régime d'astreinte applicable au sein de la collectivité, comme suit :

Article 1^{er} : Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- Assurer de manière permanente la surveillance, l'exploitation ou la maintenance des équipements, bâtiments et infrastructures publiques et effectuer toutes opérations permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens (déneigement, événements climatiques, accidents, etc.)
- Assurer le bon déroulement des manifestations sportives et culturelles,
- Assurer la continuité du service en vue d'une intervention d'urgence.

Les astreintes auront lieu soit :

- Semaine complète,
- Du vendredi soir au lundi matin,

- Du lundi matin au vendredi soir,
- Le samedi,
- Le dimanche ou jours fériés,
- Une nuit de semaine.

Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents de la filière technique occupant les cadres d'emplois suivants :

- Adjoints techniques
- Agents de maîtrise
- Techniciens

Ou l'emploi de directeur des services techniques

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents de filières autre que technique occupant les cadres d'emplois suivants :

- Adjoints administratifs
- Rédacteurs
- Attachés

Ou les emplois de directeur de service.

Article 3 – Modalités d'organisation des astreintes

Le planning des astreintes est défini par trimestre. Il est transmis aux agents concernés par le Service Technique, au minimum quinze jours avant la date de sa mise en application.

Il peut être modifié par nécessité de service (notamment en raison du remplacement d'un agent pour des raisons autres que personnelles) ou en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.

Les moyens matériels suivants seront mis à disposition des agents pendant la période d'astreinte :

- Liste des personnes, prestataires ou administrations à contacter en fonction de la nature des problèmes rencontrés,
- Téléphone portable,
- Véhicule
- Clés des bâtiments,
- Petit matériel.

L'agent d'astreinte devra respecter les obligations suivantes :

- Disponibilité : si les agents sous astreinte sont autorisés à s'absenter de leur domicile, ils doivent veiller à demeurer à proximité de celui-ci afin de pouvoir rejoindre le lieu d'intervention en 30 minutes maximum. Ils doivent également veiller à rester joignables à tout moment sur le téléphone portable mis à disposition ;
- Réactivité : prendre contact, le cas échéant, avec les personnes ou prestataires compétents, et/ou les administrations concernées par le problème rencontré ;
- Traçabilité : remplir le registre dédié après chaque intervention ;
- Transparence : restituer aux élus et responsables de service concernés les problèmes rencontrés, le lendemain matin ou le lundi matin pour ceux intervenus le week-end.

Article 4 – Modalités de rémunération

Il est proposé de fixer comme suit les modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions, pendant la période définie ci-avant, accomplies par les agents titulaires, stagiaires et non titulaires de la collectivité :

➤ POUR LES ASTREINTES :

FILIERE TECHNIQUE

La réglementation distingue 3 types d'astreinte, les deux premières étant applicables aux fonctionnaires de toutes catégories, le dernier concernant exclusivement les personnels d'encadrement.

ASTREINTE D'EXPLOITATION

Situation des agents tenus, pour les nécessités du service de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.

ASTREINTE DE SECURITE

Situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise).

ASTREINTE DE DECISION

Situation des personnels d'encadrement pouvant être joints, par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Un agent placé pour une période donnée en astreinte de décision ne peut prétendre à aucun moment aux autres types d'astreinte (en particulier à l'astreinte de sécurité).

1) Astreinte d'exploitation :

- Semaine complète : **159.20 €**
- Du vendredi soir au lundi matin : **116.20 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10h : **8.60 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10h : **10.75 €**
- Samedi ou sur journée de récupération : **37.40 €**
- Dimanche ou jour férié : **46.55 €**

Ces montants sont majorés de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

Si un jour férié a lieu du lundi au vendredi, l'indemnisation portera sur le montant de la semaine complète auquel s'ajoute le montant du jour férié (46,55 €). Cette solution s'explique par le fait que le taux d'astreinte du jour férié ne couvre que la partie « diurne » de la journée. Si le jour férié se situe un samedi, le montant du jour férié se substituera à celui du samedi.

2) Astreinte de sécurité :

- Semaine complète : **149.48 €**
- Du vendredi soir au lundi matin : **109.28 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10h : **8.08 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10h : **1.05 €**
- Samedi ou sur journée de récupération : **34.85 €**
- Dimanche ou jour férié : **43.38 €**

Ces montants sont majorés de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

3) Astreinte de décision :

- Semaine complète : **121 €**
- Du vendredi soir au lundi matin : **76 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10h : **10 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10h : **10 €**
- Samedi ou sur journée de récupération : **25 €**
- Dimanche ou jour férié : **34.85 €**

Remarques : L'indemnité d'astreinte ne peut être accordée aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 et décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001.

TOUTES FILIERES (HORS FILIERE TECHNIQUE)

Pour les autres filières que la filière technique, seule est possible l'astreinte de sécurité.

- Semaine complète : **149,48 €**
- Du lundi matin au vendredi soir : **45 €**
- Du vendredi soir au lundi matin : **109,28 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10h : **10,05 €**
- Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10h : **10,05 €**
- Samedi ou sur journée de récupération : **34,85 €**
- Dimanche ou jour férié : **43,38 €**

L'astreinte de sécurité qui est imposée avec un délai de prévenance inférieur à quinze jours de sa date de réalisation entraîne une majoration du taux de l'indemnisation.

➤ POUR LES PERIODES D'INTERVENTION :

Lorsque l'agent est appelé à intervenir pendant sa période d'astreinte, une indemnité d'intervention peut s'ajouter à l'indemnité d'astreinte, selon les modalités suivantes :

TOUTES FILIERES (HORS FILIERE TECHNIQUE)

Montant de l'indemnité

- Jour de semaine : 16 € / heure
- Samedi : 20 € / heure
- Nuit : 24 € / heure
- Dimanche ou jour férié : 32 € / heure

FILIERE TECHNIQUE

Pour les agents de la filière technique, seuls les agents qui ne sont pas éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) sont concernés par l'indemnité d'intervention, pendant les périodes d'astreinte, dans les conditions suivantes :

Montant de l'indemnité

- Jour de semaine : 16 € / heure
- Samedi : 22 € / heure
- Nuit : 22 € / heure
- Dimanche ou jour férié : 22 € / heure

Les indemnités ne pourront être attribuées aux intéressés qu'après production d'une fiche d'intervention détaillant chacune :

- L'origine de la demande d'intervention,
- Le lieu,
- La nature
- Le temps de l'intervention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

DIT que les crédits afférents à cet objet sont prévus au budget,

ANNULE et REMPLACE la délibération 619 du Conseil Municipal du 12/12/2024

*Et ont les membres présents, signé lecture faite.
« Pour extrait certifié conforme ».
A Aulnoye-Aymeries, le 24 Avril 2025.
Le Maire,*

